



## Le gouvernement luxembourgeois démissionne dû à un scandale impliquant les services secrets

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 15 juillet 2013

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Le gouvernement luxembourgeois a démissionné le 10 juillet suite à un scandale dans lequel sont impliqués les services de renseignement.

Le premier ministre Jean-Claude Juncker a annoncé la démission de son gouvernement et de nouvelles élections après qu'une commission parlementaire soit parvenu à la conclusion que Juncker avait perdu le contrôle des services secrets du pays, le SREL (Service de Renseignement de l'État du Luxembourg). Pendant des années, le SREL a fonctionné hors de toute supervision et espionné des politiciens de haut rang, y compris Juncker lui-même.

La commission parlementaire a accusé Juncker de ne pas avoir informé correctement la commission de contrôle traitant des abus dont sont responsables les services secrets, ou de l'avoir fait incomplètement. Malgré le fait que le SREL ait été coupable de violations flagrantes du Droit, Juncker a manqué de prendre des mesures disciplinaires contre son personnel. Il a seulement informé le procureur une fois que les délits en question furent tombés sous la prescription.

Dans un débat parlementaire véhément jeudi 11 juillet, Juncker, un Chrétien-démocrate, a nié toute responsabilité personnelle. Son partenaire social-démocrate dans la coalition gouvernementale s'est retourné contre lui et a soutenu le rapport d'enquête de la commission. Suite à cela, Juncker a dissous le gouvernement. On s'attend à ce qu'il se présente aux prochaines élections et brigue à nouveau le poste de premier ministre.

Juncker à été à la tête du gouvernement du Grand-Duché et de son demi-million d'habitants depuis 1995. Il est, dans toute l'Union européenne (UE), le premier ministre le plus longtemps en poste et il y joue un rôle important. De 2005 à 2013, il a été président de l'Eurogroupe. Il n'avait pas réussi cependant à obtenir la charge de président de l'UE en 2009 parce qu'il était considéré par Berlin et Paris comme un esprit trop indépendant. On a donc confié ce poste nouvellement créé au Belge Herman Van Rompuy. Les activités douteuses des services de renseignement luxembourgeois remontent à l'affaire des soit-disant poseurs de bombes des années 1980. Entre 1984 et 1986, vingt bombes ont explosé au Grand-Duché sans qu'aucune information n'apparaissent sur les motivations ou sur ceux qui en étaient responsables.

Ce n'est qu'à présent, trois décennies plus tard, qu'on a fait un procès à deux membres d'une unité d'élite de la gendarmerie luxembourgeoise. Ils sont accusés d'avoir posé les bombes afin de créer un climat de peur et d'obtenir par là des finances supplémentaires pour les forces de l'ordre. Les avocats de la défense des deux hommes insistent cependant

pour dire que derrière les attentats il y avait les opérations Gladio ou le réseau « Stay-Behind » de l'OTAN.

Le réseau secret « Stay Behind » avait pour mission de commettre des actes de sabotage derrière les lignes dans le cas d'une invasion de la part de l'Union soviétique. En fait, cette organisation était truffée d'éléments d'extrême-droite et organisa une suite d'attentats terroristes dans plusieurs pays dans le but de provoquer un tournant politique à droite. La soi-disant 'stratégie de la tension' poursuivie par cette organisation en Italie, bien documentée, a entraîné la mort de dizaines de personnes.

De nombreux indices pointent vers une participation des forces de sécurité luxembourgeoises au réseau « Stay Behind » et vers le fait qu'elles furent le principal acteur des attentats à la bombe. Cela n'a cependant joué qu'un rôle secondaire dans les délibérations de la commission parlementaire ayant conduit à démission du gouvernement.

L'événement principal retenu par la commission a été une conversation entre Juncker et un petit cercle d'intimes avec le chef du SREL Marco Mille en janvier 2007. De toute évidence, un des sujets de cette conversation avait été l'implication d'un certain nombre de membres de la famille du Grand-Duc dans l'affaire des poseurs de bombes. De plus amples détails ne pas connus.

Mille est venu à cette réunion avec une montre spécialement conçue et a secrètement enregistré l'ensemble de la conversation. Juncker aurait découvert cet espionnage deux années plus tard seulement sans pour autant prendre de mesures disciplinaires à l'égard du chef du service de renseignement. Selon ses propres dires, il a toléré cet abus massif de confiance afin de ne pas éprouver les rapports avec les autres services de renseignement. Mille est resté à son poste jusqu'en 2010 pour devenir ensuite chef de la sécurité chez Siemens.

L'importance du scandale des services secrets luxembourgeois va bien au-delà les frontières du Grand-Duché. Il permet de jeter un regard sur le fonctionnement interne des services secrets qui sont tout sauf des « agences de renseignement » politiquement neutres à qui il incomberait de protéger la population du danger.

Si bien des choses restent obscures il est clair que le service de renseignement luxembourgeois a joué pendant de nombreuses années, dans les coulisses, un rôle actif dans la politique du pays. Il l'a fait en entretenant des liens étroits avec les services secrets des autres pays occidentaux et avec des forces politiques droitières. Il a fini par avoir pour Jean-Claude Juncker, une personnalité respectée de l'*establishment* européen, des conséquences funestes.

La menace émanant du système de surveillance et d'interception révélé par l'ancien employé des services secrets américains Edward Snowden devient, à travers ces faits, plus nette encore. L'énorme quantité de données collectées n'a rien à voir avec une « lutte contre le terrorisme », mais sert au contraire à la persécution des dissidents politiques, à des manœuvres politiques et à des provocations dirigées avant tout contre la classe ouvrière.

Peter Schwarz

Article original, [WSWS](#), publié le 12 juillet 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Peter Schwarz](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2013

---

Articles Par : [Peter Schwarz](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)